



PREFECTURE DES VOSGES

DIRECTION DEPARTEMENTALE  
DES TERRITOIRES  
SERVICE ENVIRONNEMENT ET RISQUES  
BUREAU PREVENTION DES RISQUES

**ARRETE**  
**N°271/2010/DDT**  
**portant approbation**  
**de la Révision du Plan de Prévention des Risques**  
**« inondations » de la Meuse**  
**sur la commune de :**  
**Coussey**

Le Préfet des Vosges,  
Chevalier de La Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU le code de l'environnement ;
- VU le code de l'urbanisme, art. L 126-1 et R 126-1 ;
- VU le code de la construction et de l'habitation, art. L 126-1 ;
- VU le livre II nouveau du code rural modifié ;
- VU la loi n° 82-600 du 13 juillet 1982 modifiée relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles ;
- VU la loi n° 2004-811 du 13 juillet 2004 dite loi de modernisation de la sécurité civile ;
- VU le SDAGE Meuse approuvé le 27 novembre 2009 ;
- VU l'arrêté préfectoral n°539/2009/DDEA en date du 27 novembre 2009 prescrivant la révision du PPRI sur la commune de Coussey ;
- VU la consultation pour avis réalisée auprès de la mairie de Coussey du 14/12/2009 au 14/02/2010 ;
- VU l'arrêté préfectoral n°90/2010/DDT en date du 22/03/2010 portant ouverture de l'enquête publique relative à la révision du PPRI de la Meuse sur la commune de Coussey ;
- VU l'avis favorable de Monsieur André SCHOINDRE, commissaire-enquêteur, en date du 14 juin 2010 ;
- SUR la proposition du Secrétaire Général de la Préfecture ;

## ARRETE

### Article 1 :

Le projet de révision du Plan de Prévention des Risques « inondations » lié à la Meuse sur la commune de Coussey tel qu'il est annexé au présent arrêté, et comprenant les pièces mentionnées à l'article 2 est rendu opposable.

### Article 2 :

Le dossier réglementaire du projet de PPRi de la Meuse sur la commune de Coussey comprend :

- une note de présentation ;
- un règlement ;
- des documents graphiques ;

### Article 3 :

Le présent arrêté fera l'objet d'une mention au Recueil des actes administratifs et informations officielles de la Préfecture des Vosges et d'une publication dans deux journaux diffusés dans les Vosges.

### Article 4 :

Une copie du présent arrêté sera affichée à la mairie de Coussey, et au siège de la communauté de communes du Pays de Jeanne, pendant un mois au minimum.

L'accomplissement de cette mesure incombe au maire et au président de la communauté de communes concernée puis est certifié par eux. Le certificat d'affichage sera retourné complété et signé au terme du délai d'affichage, à la DDT, Service Environnement et Risques, Bureau Prévention des Risques.

### Article 5 :

Le Plan de Prévention des Risques approuvé est tenu à la disposition du public en préfecture, dans la mairie de Coussey, au siège de la communauté de communes du Pays de Jeanne.

### Article 6 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Territoires, le Maire de la commune de Coussey et le Président de la communauté de communes du Pays de Jeanne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services dans un délai de 2 mois à compter de sa notification. Il est également possible de contester cette décision devant le Tribunal Administratif dans les mêmes conditions de délai<sup>1</sup>.

A Epinal, le 23 JUIL 2010

Le Préfet,

CERTIFIÉ CONFORME À  
L'ORIGINAL



Dominique SORAIN

<sup>1</sup> Il est conseillé avant tout recours, de demander les fiches d'informations établies à cet effet par le Tribunal Administratif de Nancy. Ces fiches seront adressées gratuitement sur simple demande par lettre ou par téléphone au Tribunal Administratif de Nancy (5 place de la carrière - CO n°38 - 54036 NANCY CEDEX - Tél: 03 83 17 43 43).